# le pouvoir aux travailleurs

**mensuel trotskyste**

**UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES**

ISSN 0241 0494 Le 04 septembre 2021 N° 477 PRIX : 0,60 Euro


## *Se défendre contre la flambée des prix, c'est se préparer à la lutte !*

**Sommaire au verso**

## Sommaire

**Éditorial** :

Se défendre contre la flambée des prix, c'est se préparer à la lutte !

Pages 3 : **Sénégal**

- Flambée des prix et inondations mettent les nerfs à rude épreuve dans les quartiers populaires

Pages 4 : **Mali**

- Quand le nouveau pouvoir joue au justicier

Pages 5 à 9 : **Côte d'Ivoire**

- Après le retour de Gbagbo. Vers une nouvelle crise politique ?
- Grève des agents pénitentiaires violemment réprimée
- Démagogie sur la hausse des prix

Page 10 : **Madagascar**

- Le président continue de charmer les capitalistes pendant que la population subit des calamités

## Abonnement

**France** : (en éco-pli)
12 numéros : 20 €
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

**Autres pays** : nous consulter.

## Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

## Site internet:

www.uatci.org

# Éditorial



### *SE DÉFENDRE CONTRE LA FLAMBÉE DES PRIX, C'EST SE PRÉPARER À LA LUTTE !*

*Une flambée des prix frappe actuellement de nombreux pays en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. De la Côte d'Ivoire au Gabon en passant par le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, la Guinée, le Bénin, la Centrafrique et bien d'autres pays, les populations pauvres souffrent de la cherté des denrées alimentaires. D'un seul coup, les prix du sucre, de l'huile, du lait en poudre, des pâtes alimentaires, etc. sont montés en flèche. Les prix de la bouteille de gaz, du ciment, du fer à béton ou du carburant ont aussi grimpé dans certains pays, entrainant le renchérissement des loyers et du coût des transports, etc. La vie qui était déjà chère avant cette flambée, devient encore plus chère pour la majorité de la population dont le revenu suffit à peine pour vivre au jour le jour, et encore !*

*Mais, tant que la colère et les émeutes de la faim n'exploseront pas à la figure des dirigeants au pouvoir, ils continueront de vaquer à leur train-train quotidien et leur vie de château. Quand ils ne nient pas carrément la réalité de la flambée des prix, ils minimisent ses conséquences et rejettent la responsabilité sur les consommateurs qui préfèreraient acheter des produits importés plutôt que de «consommer local». Mais comment se fait-il que les prix de l'huile, du sucre ou du gaz qui sont parfois produits localement montent aussi en flèche comme les autres produits ?*

*Tous disent qu'on ne peut pas faire grand-chose contre ces augmentations car elles sont la conséquence du renchérissement du coût du transport suite à la pandémie du Covid. Ainsi, le responsable est trouvé, c'est le Corona virus, on n'y peut rien ! Mais de qui se moquent-ils ?*

*Ce n'est pas le virus qui fait que les fins de mois des travailleurs sont difficiles depuis des années et des années, ce sont les bas salaires ! Ce n'est pas le virus qui fait que les petits paysans n'arrivent pas à sortir de la misère alors qu'ils travaillent durement pour produire du café, du cacao, de l'arachide, du coton, du latex ou d'autres cultures de rente. C'est à cause des trusts agro-industriels et des spéculateurs qui imposent leurs lois économiques aux quatre coins de la planète. Ce n'est pas le virus qui fait que d'un côté, la grande majorité de la population s'enfonce de plus en plus dans le chômage et dans la misère alors que de l'autre côté, la richesse s'accumule entre les mains d'une minorité de parasites et d'exploiteurs.*

*Toutes ces injustices sociales, toutes ces spoliations et cette misère découlent du système capitaliste, un sys-*

*tème où ne compte que la recherche du profit individuel des détenteurs de capitaux au détriment de ceux qui produisent les richesses par leur force de travail. Et les dirigeants au pouvoir dans nos pays africains ne sont rien d'autres que des commis de ce système inique, des serviteurs entre les mains des grandes puissances économiques qui dominent le monde. Ils sont soutenus par ces grandes puissances qui leur laissent quelques miettes pour s'engraisser tant qu'ils sont capables de tenir leurs populations en laisse.*

*Tant que ce système demeurera, la situation de la grande majorité des habitants de cette planète, à commencer par ceux des pays pauvres, ne fera qu'empirer. Les travailleurs et les couches populaires, ne peuvent pas espérer des solutions venant de nos gouvernements. Ils ne peuvent compter que sur leur capacité à se mobiliser, pour imposer des salaires corrects, des logements et des loyers décents, du travail pour les chômeurs, des prix abordables pour les denrées de base, etc. C'est leur vie qui dépend de l'issue de ces luttes collectives.*

# Sénégal

### *FLAMBÉE DES PRIX ET INONDATIONS METTENT LES NERFS À RUDE ÉPREUVE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES*

L'actuelle flambée de prix des produits de base comme l'huile, le sucre, le lait en poudre, le riz, la viande, la bouteille de gaz, entre autres, a brutalement aggravé les conditions d'existence des habitants des quartiers populaires. Les gens n'en peuvent plus de se serrer la ceinture, les maigres salaires de ceux qui ont la «chance» d'en avoir un sont loin d'être suffisants pour faire vivre toute une famille. De plus en plus de gens dénoncent l'incapacité du gouvernement à juguler cette flambée qui pousse l'ensemble des prix à la hausse, comme c'est déjà le cas pour les loyers. Ministres et porte-paroles du gouvernement répètent à longueur de journée que si les prix augmentent c'est à cause du corona virus qui impacte le prix du transport des marchandises importées et qu'il faut par conséquent « consommer local ». Cela n'explique pas pourquoi les prix du sucre et de l'huile qui sont produits au Sénégal s'envolent aussi !

Le mécontentement ne s'exprime pas pour le moment dans les rues mais sur les réseaux sociaux où certaines associations de défense de consommateurs dénoncent la cherté de la vie et appellent les habitants à manifester. Les gens relayent volontiers ces messages en les partageant avec leurs familles et amis.

À cette colère contre la cherté de la vie s'est ajoutée celle contre l'incapacité des autorités publiques à faire face, une fois de plus, aux dégâts causés par les eaux de pluie. De nombreux quartiers populaires se trouvent en ce moment sous les eaux de ruissellement qui se mélangent parfois avec les eaux des fosses septiques, mettant en danger la santé des habitants. Chaque année c'est la même situation qui se répète et chaque année les autorités promettent de construire des canaux d'évacuation pour que de telles catastrophes ne se reproduisent plus. Excédés par l'inaction des autorités, certains habitants sont sortis dans la rue et ont bloqué la circulation des véhicules. Cela a été le cas à Rufisque et à Cambéréne, banlieues proches de Dakar. Des habitants de certains quartiers de Dakar envisagent aussi de manifester pour forcer le gouvernement et la municipalité à agir.

Face à la montée de colère dans les quartiers populaires, le gouvernement fait mine d'agir en occupant les médias et en promettant une fois de plus des « actions concrètes ». Sa crainte d'une explosion de colère est d'autant plus grande qu'il n'a pas oublié les grandes émeutes du mois de mars dernier qui ont fait trembler le pouvoir de Macky Sall. La goutte d'eau qui avait fait déborder le vase c'était l'arrestation d'un

dirigeant de l'opposition, mais c'est surtout la misère, le chômage et le sentiment d'un avenir bouché qui avaient poussé la grande majorité des jeunes à sortir massivement dans la rue. Ils ont affronté les forces de l'ordre plusieurs jours durant et il y a eu officiellement 13 morts et plusieurs dizaines de blessés parmi les manifestants. De nombreux supermarchés ont été dévalisés. Le calme est certes revenu mais les raisons profondes de la colère n'ont pas disparu. Bien au contraire, la flambée actuelle des prix pourrait remettre de l'huile sur le feu.

*Genre de message contre la flambée des prix, qui circule dans les réseaux sociaux au Sénégal. Dund bi jaffena (signifie « la vie est chère »), sonounaniou (« nous sommes fatigués »), meunatouniou («on n'en peut plus»).*

# Mali

### *QUAND LE NOUVEAU POUVOIR JOUE AU JUSTICIER*

Karim Keïta, fils ainé de l'ancien président malien Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) renversé par le coup d'État du colonel Assimi Goïta en août 2020) est connu pour ses frasques et son train de vie de nabab durant les sept années de pouvoir de son père. Dans le sillage de son papa, il s'était fait élire député en 2013 puis a été propulsé à la présidence de la Commission de la Défense de l'Assemblée. C'était un poste juteux qui lui permettait de puiser en toute tranquillité dans le budget «top secret» de l'armée malienne. Il était alors intouchable et ne tolérait pas qu'un journaliste mette son nez dans ses affaires d'enrichissement personnel. C'est ainsi qu'un journaliste (Birama Touré) qui enquêtait sur lui pour le compte d'un hebdomadaire malien, est porté disparu depuis janvier 2016. Selon sa famille et son directeur de publication, ce journaliste a été enlevé, torturé et tué après plusieurs mois de détention.

Dès le départ, la justice malienne avait mis le couvercle sur cette affaire car elle était alors sous les ordres d'IBK, père et protecteur de l'accusé. Aujourd'hui, c'est cette même justice sous la botte des putschistes qui fait semblant de découvrir qu'il y a eu un crime et prétend poursuivre l'assassin. Seulement ce dernier a eu le temps de fuir depuis le coup d'État de 2020. Il se trouve actuellement en Côte d'Ivoire sous la protection du président Ouattara, le même qui a accueilli Blaise Compaoré, l'ancien dictateur du Burkina Faso après son renversement à la suite d'un soulèvement populaire en octobre 2014. Lui aussi est poursuivi par la justice de son pays pour avoir assassiné son ancien compagnon de route Thomas Sankara.

C'est dans la même foulée que la justice malienne fait semblant de découvrir aujourd'hui que l'achat de l'avion présidentiel par l'ancien président IBK était entaché de malversations et de détournements de fonds publics au sommet de l'État. C'est ainsi que, Soumeylou Boubèye Maïga (ex Premier ministre d'IBK) vient d'être mis sous mandat d'arrêt par le tribunal de Bamako. Il est accusé d'avoir participé à des opérations frauduleuses alors qu'il était ministre de la Défense au moment de l'achat de l'avion présidentiel.

Il ne faut surtout pas croire que la justice malienne est devenue d'un seul coup, soucieuse de traquer les assassinats politiques et les affaires de corruption. Il ne s'agit-là que de règlements de compte entre les nouveaux arrivants au pouvoir et les anciens. Il faut bien que les nouveaux fassent semblant de « balayer la maison » pour se donner une image de redresseurs de torts. Alors ils vont se faire de la publicité à bon

compte en poursuivant quelques individus haut placés. Mais ils n'iront pas jusqu'à chercher des poux sur la tête des hauts galonnés de l'armée dont l'enrichissement à grande vitesse est connu de presque tout le monde, ce serait se tirer une balle dans le pied. La population malienne est habituée à ce genre de cinéma après chaque coup d'État. Le pouvoir change de mains mais les mêmes pratiques mafieuses demeurent.

*Le 5 juin 2020, plusieurs milliers de personnes manifestent dans les rues de Bamako et réclament la démission d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK).*

# Côte d'Ivoire

### *APRÈS LE RETOUR DE GBAGBO, VERS UNE NOUVELLE CRISE POLITIQUE ?*

L'actualité politique de ces trois derniers mois est marquée par le retour de Laurent Gbagbo à la suite de son acquittement par la CPI (Cour Pénale Internationale). Ce retour du dirigeant d'une des trois principales forces politiques du pays vient rebattre les cartes de l'échiquier politique national.

*Casques bleus de l'ONU en patrouille à Abidjan, le 27 décembre 2010*

Depuis 2011, Ouattara sous la protection de l'armée française, a bénéficié d'une situation politique favorable qui lui a permis de se maintenir au pouvoir durablement. D'un côté, le FPI de Gbagbo était complètement en débandade, la plupart de ses cadres étaient soit emprisonnés soit en fuite, certains avaient rallié le pouvoir en place, et de l'autre côté, Ouattara était en alliance avec Konan Bédié, président du PDCI, l'autre principale force politique du pays, sous la bannière du RHDP (Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix).

Cette alliance vole en éclat en 2019 lorsque Ouattara, en vue des élections de 2020, crée le RHDP-Unifié au sein duquel tous les partis et groupements politiques faisant partie de l'alliance étaient sommés de fusionner en renonçant à leur étiquette politique. Bédié, président du PDCI, saisit l'occasion pour claquer la porte de l'alliance en criant à la «trahison» car, selon lui, Ouattara lui aurait promis de l'aider à reprendre le fauteuil présidentiel en échange d'un soutien sans faille durant ses deux mandats présidentiels. Or, Ouattara a rempilé pour un troisième mandat alors qu'il avait promis le contraire. À partir de là, Bédié s'est positionné comme un opposant.

De son côté, Guillaume Soro, ex chef de la rébellion armée qui a porté Ouattara au pouvoir, se voyant candidat à l'élection présidentielle de 2020, s'est lui aussi retiré de l'alliance. Cela ne s'est pas passé sans conséquence pour lui et ses partisans. Il a été forcé de démissionner de son poste de Président de l'Assemblée Nationale, certains de ses partisans ont été emprisonnés, il est lui-même en exil en ce moment et sous la menace d'emprisonnement.

Ouattara a réussi son passage en force pour un troisième mandat. Toutefois il a en

face de lui une opposition qui est en reconstitution. C'est dans ce contexte qu'arrive Laurent Gbagbo.

***Un retour tumultueux***

L'annonce de l'acquittement de Gbagbo a donné lieu à des scènes de liesses populaires dans les bastions du FPI, surtout à Yopougon. Et le jour de son arrivée (le 17 juin 2021) ils étaient des centaines à braver la police pour accueillir leur leader sur la route de l'aéroport. Mais pour ceux qui ont été les victimes de la xénophobie ambiante qui a prévalu durant les 10 ans de pouvoir de Gbagbo, cela a ravivé de mauvais souvenirs et laissé un gout amer d'impunité. Un partisan téméraire de Gbagbo, résidant dans la commune d'Abobo réputée pro-Ouattara, a voulu parader avec sa moto ornée de slogans favorables à Gbagbo, il a échappé de peu au lynchage.

***Des alliances qui se font et se défont***

Depuis la succession d'Houphouët Boigny, décédé en 1993, le paysage politique ivoirien a peu changé. Le centre du pays reste le bastion du PDCI, le nord celui du RDR (devenu RHDP par la suite), le sud et l'ouest celui du FPI. Ce sont les luttes et les alliances entre ces trois partis qui façonnent la vie politique du pays.

***Le 17 juin 2021, des chefs coutumiers sont venus accueillir Gbgabo à l'aéroport d'Abidjan***

Depuis son retour, Gbagbo bat le rappel de ses troupes. Après son arrestation en avril 2011 et son transfèrement à La Haye, son parti le FPI était en lambeaux. Il voudrait reprendre la direction de son appareil politique mais Pascal Affi N'Guessan qui est devenu entre-temps président du FPI n'entend pas lui céder sa place. Du coup, Gbagbo est en train de créer un nouveau parti et laisser l'enveloppe vide du FPI à Affi N'Guessan.

Trois semaines après son retour en Côte d'Ivoire, Gbagbo s'est rendu à Daoukro, fief de Konan Bédié en signe de rapprochement politique. Leur collaboration a débuté déjà deux ans plus tôt quand Bédié en rupture de ban avec Ouattara, s'est rendu à Bruxelles pour rendre visite à Laurent Gbagbo alors en liberté provisoire. Pendant les élections législatives de mars dernier, le PDCI et EDS (Ensemble pour la démocratie et la souveraineté, une mouvance pro-Gbagbo), nouent une alliance en vue des législatives. Une alliance qui a permis d'envoyer plus de 80 députés à l'Assemblée.

Ainsi, les ennemis d'hier font cause commune pour former une coalition contre Ouattara. Lors de sa rencontre avec Bédié, Gbagbo n'a pas manqué l'occasion de jeter des piques contre Ouattara, l'appelant à "respecter les textes" en référence à sa réélection en 2020 pour un troisième mandat jugé inconstitutionnel par l'opposition qui du coup, avait boycotté le scrutin.
Ouattara voit dans ce rapprochement entre les deux poids lourds de l'opposition actuelle une menace contre son pouvoir. Il s'est empressé de dénoncer une alliance de dupes et de rejeter le «dialogue social inclusif» que lui ont proposé Bédié et Gbagbo. Mais ce type de rapprochement n'est pas un fait nouveau dans ce pays. Aujourd'hui c'est Bédié et Gbagbo face à Ouattara, hier, c'était Ouattara et Bédié face à Gbagbo, ou encore Gbagbo et Ouattara face à Bédié. La seule chose qui motive ces alliances, c'est leur soif du pouvoir. Pour cela, ils sont prêts à tous les coups, y compris aux pires actes.

***Leur prétendue réconciliation nationale***

Pour éviter de passer pour celui qui sabote la prétendue «réconciliation natio-

nale» qui est sur toutes les lèvres en ce moment, Ouattara prend à contre-pied son propre parti en proposant une rencontre de courtoisie à Laurent Gbagbo. Ce tête à tête a été qualifié d'historique par les médias. Quelques jours plus tard, à l'occasion de la fête de l'indépendance du 7 août, il fait libérer 78 prisonniers politiques arrêtés lors de la crise post-électorale de 2020. Mais derrière ces gestes d'apaisement, ces sourires et ces accolades il n'y a que des manipulations politicardes. Dès que leurs intérêts personnels et ceux de leur clan l'exigeront, ils n'hésiteront pas à déterrer la hache de guerre en faisant recours, si besoin, aux poisons de l'ethnisme, de la xénophobie et du communautarisme. L'adage ne dit-il pas «qui a bu, boira» ?

Aujourd'hui, il reste encore des centaines de prisonniers politiques civils et militaires derrière les barreaux. Laurent Gbagbo, lui-même est sous le coup d'une condamnation à 20 ans de prison et d'une forte amende pour l'affaire du «casse» de la BCEAO. Cette condamnation reste comme une épée de Damoclès sur la tête de Gbagbo et sa mise en application est entre les mains de Ouattara. C'est une arme politique que ce dernier pourrait sortir à tout moment pour écarter son rival s'il se mettait trop en travers de sa route.

***Face au risque d'une nouvelle crise politique***

Ainsi, 11 ans après la crise de 2010, on retrouve les mêmes acteurs avec la même soif de pouvoir. Pour assouvir leurs ambitions personnelles, ces politiciens sont capables d'entraîner le pays vers un nouveau chaos sanglant. Chacun puise ses forces dans son camp ethnique ou régional. C'est un piège qui risque à nouveau de pousser les populations à s'entre-déchirer. La crise économique actuelle, la misère, le chômage, les bas salaires pour ceux qui ont la chance d'avoir un emploi, la flambée des prix qui aggrave les conditions d'existence d'une partie de plus en plus importante des couches populaires, sont autant de terreaux permettant à ces partis bourgeois de recruter des bras et des cerveaux pour leurs basses besognes. Mais la classe ouvrière, elle, ne possède pas de parti politique pour défendre ses intérêts de classe et pour proposer une politique à l'ensemble des couches populaires déshéritées afin qu'elles ne se laissent pas tromper par les démagogues de tout poil.

La tâche des militants communistes révolutionnaires c'est d'œuvrer pour la construction de ce parti qui fait tant défaut à la classe ouvrière, de propager l'idée que les travailleurs, quelles que soient leur origine ethnique ou religieuse, leur nationalité ou leur couleur de peau, constituent une seule classe dont les intérêts sont diamétralement opposés à ceux de la classe parasite et exploiteuse qu'est la bourgeoisie. La lutte pour l'amélioration des conditions d'existence de tous les travailleurs, pour les augmentations de salaires permettant de faire face à la vie chère, pour des logements décents à des prix accessibles aux revenus modestes, pour l'accès à la santé et à l'éducation de leurs enfants, etc. sont autant de revendications correspondant aux aspirations de toutes les couches pauvres. C'est ce programme qui peut constituer une précieuse perspective unificatrice en cette période lourde de menace de déchirements fratricides des classes populaires.

***Le 27 février 2011, des habitants fuient Abidjan après des affrontements entre les partisans de Laurent Gbagbo et d'Alassane Ouattara.***

## *GRÈVE DES AGENTS PÉNITENTIAIRES VIOLEMMENT RÉPRIMÉE*

Le 18 août dernier, les gardes pénitentiaires sont entrés en grève. Leur mouvement était général car il a touché les 33 prisons que compte le pays. Les agents réclament entre autres, le réajustement de leur indemnité de logement à 90.000 F, 110 000 F, 200 000 F selon les grades, ainsi que le paiement des arriérés de ces indemnités. Ils réclament aussi des tenues de travail car depuis 2014, ils n'en ont pas reçues. Depuis, ce sont les agents eux mêmes qui se font confectionner les tenues. Ils souhaitent par la même occasion bénéficier des primes COVID 19 car ils sont au premier plan et parfois au contact avec les malades. Les agents ont signalé qu'une vingtaine d'entre eux ont été contaminés par le corona virus. En gros, ils veulent de meilleures conditions de vie et de travail.

***Devant l'entrée de Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (Maca). Les grévistes ont inscrit leurs slogans sur le mur.***

Depuis des années, ces agents sont en négociation avec leur ministère de tutelle. Mais ces négociations trainent en longueur. Excédés par les promesses non tenues de leur direction, ils ont décidé de faire grève. Dès le début du mouvement, la Maca (prison d'Abidjan) a été encerclée par un impressionnant dispositif de forces de l'ordre. Il y avait la BAE, le GMI, la CRS, et même la gendarmerie. De gros engins blindés ont été postés à l'entrée, des centaines de policiers armés ont pris position. Ça ressemblait à une scène de préparation de guerre.

Les gardes pénitentiaires ne se sont pas dégonflés pour autant et ont tenu bon face aux corps habillées massés en grand nombre. Il y a eu de violentes échauffourées, les grévistes ont été gazés. Des courses poursuites ont eu lieu jusque dans les quartiers environnants, semant la panique chez les habitants. Plusieurs coups de feu ont été tirés. Un jeune homme a même trouvé la mort par une balle perdue devant une succursale de la SODEFOR à proximité. Au moins une dizaine de grévistes ont été arrêtés et jetés en prison. Toute cette répression n'a pas empêché la grève de poursuivre son cours.

Les agents ont repris le travail, même si toutes leurs revendications ne sont pas satisfaites. Mais vu la mobilisation dont ils ont fait preuve, leur direction sera bien contrainte de se pencher sur les problèmes.

La répression violente de cette grève n'est pas fortuite. Il se trouve que la Maca est située juste à proximité de la plus grande zone industrielle du pays et les travailleurs qui s'y trouvent ont aussi de nombreuses revendications à faire valoir. Il s'agit pour les tenants du pouvoir de leur montrer ce qui les attend s'ils s'avisent de faire grève comme les agents pénitentiaires.

En effet, pour défendre les intérêts des capitalistes le gouvernement ne va faire aucun cadeau aux travailleurs. Seule une forte mobilisation peut faire plier patronat et gouvernement.

### *DÉMAGOGIE SUR LA HAUSSE DES PRIX*

Les prix ont augmenté aussi bien pour les produits de première nécessité que certains autres dans divers domaines tels que la cimenterie. Cette flambée des prix a donné lieu sur les réseaux sociaux à des échanges entre les deux camps, pouvoir et opposition.

Pour le pouvoir, parler de la hausse des prix serait de «l'exagération», le résultat d'une «pure campagne de désinformation de l'opposition», etc. Ce serait en outre la conséquence d'une situation mondiale et du fait des commerçants.

On entend par ci par là qu'«on ne mange pas les ponts et le goudron» en référence aux différents ponts et routes qu'Alassane Ouattara est en train de construire. Les partisans de Gbagbo disent que quand celui-ci était au pouvoir tout était moins cher. Pourtant en 2008, des journées de manifestations ont eu lieu à Abidjan contre la vie chère, Gbagbo était alors au pouvoir. Des barricades ont été dressées par les jeunes dans certains quartiers, des tirs de police sur les manifestants avaient même fait un mort et plus d'une dizaine de blessés.

Peut-être qu'aujourd'hui, l'État arrive à mieux museler les forces qui veulent se plaindre contre la cherté de la vie mais il n'en demeure pas moins que la grogne est là car la vie est difficile pour une très grande partie de la population. Une marche avait même été projetée pour le 19 juillet.

Les deux camps ont toujours fait ce jeu selon qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition ! Le terme «le sachet de la ménagère» n'a pas été inventé sous Alassane Ouattara, il existait bien avant, en référence aux mamans qui allaient au marché munies d'un sachet noir à la place d'un panier parce que tout avait augmenté.

Pour la majorité de la population qui souffre depuis de nombreuses années, il faut plus que des envolées sur les réseaux sociaux. Les salaires de nombreux ouvriers suffisent à peine à les faire vivre, alors leurs familles, on n'en parle pas. Ils touchent en moyenne 85 000 fr pour les plus chanceux. Les loyers, même dans les quartiers précaires, subissent des hausses, notamment à cause des déguerpissements. À cela, s'ajoute le paiement de la caution et du loyer à payer par avance. Pour les produits de première nécessité, le litre d'huile est passé de 825 fr à 1 100 fr voire 1 200 fr à la boutique. Auparavant, l'on pouvait acheter de l'huile pour 50 fr, aujourd'hui minimum 100 fr et encore certains commerçants refusent ! Le prix du kilo de viande sans os est passé de 2 500 à 3 000 fr, un bond de 500 fr. De plus il n'est souvent plus possible de se faire servir de la viande pour 500 fr au marché. Le lait était déjà un peu un produit de luxe ; avec ces augmentations, c'est du grand luxe !

Face à cette situation le gouvernement se contente de prendre quelques mesurettes qui consistent par exemple à effectuer de prétendues opérations de contrôle chez les commerçants qualifiés de récalcitrants. La protestation ne doit pas s'arrêter aux discussions de salons. La responsabilité des grands groupes qui ont la mainmise sur l'approvisionnement et qui font des profits doit être mise à l'index.

**Les prolétaires n'ont pas de patrie**

## *LE PRÉSIDENT CONTINUE DE CHARMER LES CAPITALISTES PENDANT QUE LA POPULATION SUBIT DES CALAMITÉS*

Le 24 Août dernier Andry Rajoelina, accompagné de plusieurs ministres et d'une forte délégation de chefs d'entreprises malgaches, a donné une conférence à Paris à l'invitation du patronat français. Devant plus de 600 dirigeants de firmes et d'entreprises francophones, il a vanté l'attractivité du pays, énuméré quelques unes des multiples mesures incitatives que l'État est prêt à accorder aux capitalistes qui viendraient investir dans le pays.

Ce n'est pas la première fois qu'un dirigeant malgache effectue une tournée de séduction en Europe ou ailleurs dans le monde pour inviter les capitalistes. L'État et le patronat local imposent des salaires dérisoires aux travailleurs ainsi que des conditions de travail particulièrement difficiles. En somme une aubaine pour les patrons. Et cette fois-ci l'importance de la délégation reçue en grande pompe à l'Élysée, les accolades avec le dirigeant français Macron étaient visiblement destinées à séduire les éventuels hésitants.

Pendant ce temps le chômage et l'inflation suivis de la cherté du coût de la vie, frappent très fort les travailleurs. Actuellement la période hivernale arrive à sa fin et plusieurs maladies frappent dur la population pauvre. La saison de la peste va commencer bientôt. C'est un des fléaux qui sévit dans les bas quartiers de la capitale, c'est-à-dire les endroits marécageux et sales où est contrainte d'habiter une majorité de travailleurs. Selon l'OMS, (Organisation mondiale de la santé) les trois quarts des personnes atteintes de cette maladie dans le monde, se trouvent à Madagascar. De plus, au premier trimestre de 2020 le paludisme a tué près de 500 personnes. Un enfant sur deux souffre de malnutrition et le taux de mortalité infantile atteint 40% (il est de 3,6% en France).

La région de l'Androy située dans le sud du pays est victime de la sécheresse et donc de la famine. Plus d'un million de personnes sont frappées par ce fléau dans ce pays qui ne manque pourtant pas de potentialité agricole et minière ni de ressource maritime. Certes, quelques centres de santé de base sont construits ici ou là mais sans moyens véritables et des distributions de nourriture et d'eau en quantité dérisoire sont effectuées par les organisations caritatives et les ONG.

Les caisses de l'État sont vides, et ce n'est pas en faisant venir des capitalistes français ou autres qu'elles vont se remplir. Il faut que les travailleurs se fassent entendre collectivement et se fassent craindre, il faut œuvrer à l'avènement d'une société qui mette les intérêts de chacun de ses habitants avant les profits d'une minorité.

# Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.